



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**RECUEIL
DES
ACTES ADMINISTRATIFS**

**DIRECTION REGIONALE ET INTERDEPARTEMENTALE
DE L'HEBERGEMENT ET DU LOGEMENT**

N° Spécial

27 Avril 2022

PREFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE
RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

N° Spécial DRIHL du 27 avril 2022

SOMMAIRE

Décisions	Date	DIRECTION REGIONALE ET INTERDEPARTEMENTALE DE L'HEBERGEMENT ET DU LOGEMENT	Page
N°2022-10	26.03.2022	Décision portant subdélégation de signature, en matière d'ordonnancement secondaire.	3
N°2022-11	26.03.2022	Décision portant subdélégation de signature, en matière administrative.	7



**PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'Hébergement et du Logement
DRIHL des Hauts-de-Seine**

DÉCISION N° 2022 - 10

portant subdélégation de signature, en matière d'ordonnancement secondaire

La directrice régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement d'Île-de-France,

- VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 modifiée relative aux lois de finances,
- VU le code des marchés publics,
- VU la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 modifiée relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics,
- VU la loi n° 72-619 du 5 juillet 1972 modifiée portant création et organisation des régions,
- VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- VU le décret n° 98-81 du 11 février 1998 modifiant la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics relatif aux décisions prises par l'État en matière de prescription quadriennale,
- VU le décret n° 99-89 du 8 février 1999 pris pour l'application de l'article 3 du décret n° 98-81 du 11 février 1998,
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,
- VU le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'État,
- VU le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'État,
- VU le décret n° 2010-687 du 24 juin 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État dans la région et les départements d'Île-de-France,
- VU le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- VU le décret n° 2015-1689 du 17 décembre 2015 portant diverses mesures d'organisation et de fonctionnement dans les régions de l'administration territoriale de l'État,
- VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Laurent HOTTIAUX, en qualité de Préfet des Hauts-de-Seine,
- VU l'arrêté du 13 mars 2008 portant modification des règles relatives à la comptabilité de l'État,

- VU l'arrêté interministériel du 5 juillet 2018 portant nomination de Madame Isabelle ROUGIER, inspectrice générale des affaires sociales, dans les fonctions de directrice régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement de la région Île-de-France à compter du 23 juillet 2018 pour une durée de cinq ans,
- VU l'arrêté ministériel du 22 janvier 2021 portant nomination de Madame Stéphanne REVERRE-GUEPRATTE, inspectrice hors classe de l'action sanitaire et sociale, dans les fonctions de directrice régionale et interdépartementale adjointe de l'hébergement et du logement d'Île-de-France, directrice de l'unité départementale des Hauts-de-Seine (groupe III), pour une durée de trois ans,
- VU l'arrêté n°2021-013 du 11 mars 2021 du Préfet des Hauts-de-Seine portant délégation de signature à Madame Isabelle ROUGIER, directrice régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement d'Île-de-France, en matière d'ordonnancement secondaire,

DECIDE

Article 1er

Subdélégation de signature est donnée à :

- Mme Stéphanne REVERRE-GUEPRATTE directrice régionale et interdépartementale adjointe de l'hébergement et du logement d'Île-de-France, directrice de l'unité départementale de l'hébergement et du logement des Hauts-de-Seine
- M. Patrick LE GALL, directeur régional et interdépartemental adjoint de l'hébergement et du logement de la région Île-de-France,
- Mme Clémentine PESRET, directrice régionale et interdépartementale adjointe de l'hébergement et du logement de la région Île-de-France,

à l'effet de signer toutes pièces relatives à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire selon l'ensemble des dispositions prévues par l'arrêté préfectoral n°2020-91 susvisé pour le département des Hauts-de-Seine.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Stéphanne REVERRE-GUEPRATTE, la subdélégation mentionnée à l'article 1er pourra être exercée par :

- M. Stéphane BAUDEMONT, directeur adjoint de l'unité départementale de l'hébergement et du logement des Hauts-de-Seine,
- M. Simon LAPORTE, chef du service de l'habitat et de la rénovation urbaine,
- Mme Aïnhua SAN-MARTIN, cheffe du service de l'hébergement et de l'accès au logement

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Stéphanne REVERRE-GUEPRATTE, M. Stéphane BAUDEMONT ou de M. Simon LAPORTE :

- Mme Aïnhua SAN-MARTIN, cheffe du service de l'hébergement et de l'accès au logement
- Mme Karine GODEY, adjointe au chef du service de l'hébergement et de l'accès au logement
- Mme Myriam RUFFA-LECLERE, adjointe au chef du service de l'habitat et de la rénovation urbaine
- M. Antoine PELLETIER, adjoint au chef du service de l'habitat et de la rénovation urbaine

Article 4

Subdélégation de signature est donnée aux agents suivants de l'unité départementale de l'hébergement et du logement des Hauts-de-Seine à l'effet de signer dans le cadre de leurs attributions et compétences dans la limite de 10 000 euros :

- les engagements juridiques et comptables,
- les certificats de paiement.

Bureau de la veille sociale et de l'urgence :

- Mme Anne BELLEE, cheffe de bureau

Bureau de l'hébergement et de l'insertion par le logement :

- Mme Delphine BUCHON, cheffe de bureau
- Mme Sylva GACE, référente « centre d'hébergement et de réinsertion sociale »

Bureau de la programmation et planification

- Mme Amandine AL OBAIDI-ROUILLOT, cheffe de bureau
- Mme Audrey SABOUREAU, chargée de suivi administratif et technique

Mission transversale au SHAL :

- Mme Yannick REGINA, Conseillère technique de service social,
- Mme Laëtizia ALBERT, référente « logement adapté »

Bureau PDALPD-DALO :

- M. Elisa RICHON, chef de bureau et en cas d'empêchement :
- Mme Nadine HÉRVOIS, cheffe de la section DALO

Bureau de la rénovation urbaine :

- Mme Anne-Laure JEANNEZ, cheffe de bureau et en cas d'absence ou d'empêchement :
- Mme Sarah YOUSFI, adjointe à la cheffe de bureau.

Bureau de l'intervention sur l'habitat privé :

- M. Michel HAGNERE, chef de bureau et en cas d'absence ou d'empêchement
- Mme Cassandre L'HERMITE adjointe à la cheffe de bureau

Bureau du suivi des organismes HLM :

- M. Kuessi LOGOZO, chef de bureau
- M. Vélitéki CUSENIER, adjoint au chef de bureau

Bureau de l'observatoire et des politiques locales de l'habitat :

Sans objet.

Subdélégation de signature est donnée aux agents suivants de l'unité départementale de l'hébergement et du logement des Hauts-de-Seine à l'effet d'exercer la validation dans Chorus formulaires :

- Stéphanne REVERRE-GUEPRATTE
- Stéphane BAUDEMONT
- Simon LAPORTE
- Ainhoa SAN-MARTIN
- Myriam RUFFA-LECLERE
- Antoine PELLETIER
- Karine GODEY
- Anne BELLEE
- Anne-laure JEANNEZ
- Sarah YOUSFI
- Michel HAGNERE
- Virginie BEY
- Delphine BUCHON
- Sylvia GACE
- Yannick REGINA
- Laëtitia ALBERT
- Nadine HERVOIS
- Elisa RICHON
- Amandine AL OBAIDI-ROUILLOT
- Audrey SABOUREAU
- Brigitte MAIMBOURG
- Cassandre L'HERMITE
- Kuessi LOGOZO
- Veliteki CUSENIER

Article 5

Demeurent réservés à la signature du secrétaire général chargé de l'administration de l'État dans le département des Hauts-de-Seine :

- les ordres de réquisition du comptable public,
- les décisions de passer outre l'avis défavorable du contrôleur financier déconcentré,
- les conventions avec les collectivités territoriales, leurs groupements ou leurs établissements publics,
- les marchés publics et avenants d'un montant supérieur au seuil fixé à l'article 26, II, 1° du code des marchés publics.

Article 6

La précédente décision portant subdélégation de signature en matière administrative est abrogée.

Article 7

La présente décision est transmise au secrétaire général chargé de l'administration de l'État dans le département Hauts-de-Seine et est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hauts-de-Seine.

Fait à Paris, le **26 AVR. 2022**

La directrice régionale et interdépartementale
de l'hébergement et du logement d'Île-de-France


Isabelle ROUGIER



**PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'Hébergement et du Logement
DRIHL des Hauts-de-Seine**

DÉCISION N°2022 - 11

portant subdélégation de signature, en matière administrative

La directrice régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement d'Île-de-France,

- VU le code de justice administrative,
- VU le code de l'urbanisme,
- VU le code de la construction et de l'habitation,
- VU le code des marchés publics,
- VU le code de la sécurité sociale,
- VU le code de l'action sociale et des familles,
- VU le code général des collectivités territoriales,
- VU le code de la santé publique,
- VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983, modifiée, relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État,
- VU le décret n°92-604 du 1er juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration,
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,
- VU le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'État,
- VU le décret n° 2010-687 du 24 juin 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État dans la région et les départements d'Île-de-France,
- VU le décret n° 2015-1689 du 17 décembre 2015 portant diverses mesures d'organisation et de fonctionnement dans les régions de l'administration territoriale de l'État,
- VU le décret n° 2015-1689 du 17 décembre 2015 portant diverses mesures d'organisation et de fonctionnement dans les régions de l'administration territoriale de l'État,
- VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Laurent HOTTIAUX, en qualité de Préfet des Hauts-de-Seine,

7

- VU l'arrêté interministériel du 5 juillet 2018 portant nomination de Madame Isabelle ROUGIER, inspectrice générale des affaires sociales, dans les fonctions de directrice régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement de la région Île-de-France à compter du 23 juillet 2018 pour une durée de cinq ans,
- VU l'arrêté ministériel du 22 janvier 2021 portant nomination de Madame Stéphanne REVERRE-GUEPRATTE, inspectrice hors classe de l'action sanitaire et sociale, dans les fonctions de directrice régionale et interdépartementale adjointe de l'hébergement et du logement d'Île-de-France, directrice de l'unité départementale des Hauts-de-Seine (groupe III), pour une durée de trois ans,
- VU l'arrêté n° 2021-013 du 11 mars 2021 du Préfet des Hauts-de-Seine portant délégation de signature à Madame Isabelle ROUGIER, directrice régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement d'Île-de-France, en matière d'ordonnancement secondaire

DECIDE

Article 1er

Subdélégation de signature est donnée à :

- Mme Stéphanne REVERRE-GUEPRATTE, directrice régionale et interdépartementale adjointe de l'hébergement et du logement d'Île-de-France, directrice de l'unité départementale de l'hébergement et du logement des Hauts-de-Seine,
- M. Patrick LE GALL, directeur régional et interdépartemental adjoint de l'hébergement et du logement de la région Île-de-France,
- Mme Clémentine PESRET, directrice régionale et interdépartementale adjointe de l'hébergement et du logement de la région Île-de-France,

dans toutes les matières et pour tous les actes mentionnés dans l'arrêté préfectoral n°2018-31 susvisé pour le département des Hauts-de-Seine.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Stéphanne REVERRE-GUEPRATTE, la subdélégation mentionnée à l'article 1er pourra être exercée par :

- M. Stéphane BAUDEMONT, directeur adjoint de l'unité départementale de l'hébergement et du logement des Hauts-de-Seine,
- M. Simon LAPORTE, chef du service de l'habitat et de la rénovation urbaine,
- Mme Ainhoa SAN-MARTIN, cheffe du service de l'hébergement et de l'accès au logement

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Stéphanne REVERRE-GUEPRATTE, de M. Stéphane BAUDEMONT ou de M. Simon LAPORTE, la subdélégation mentionnée à l'article 1er pourra être exercée par :

- Mme Ainhoa SAN-MARTIN, cheffe du service de l'hébergement et de l'accès au logement

- Mme Karine GODEY, adjointe à la cheffe du service de l'hébergement et de l'accès au logement
- Mme Myriam RUFFA-LECLERE, adjoint au chef du service de l'habitat et de la rénovation urbaine
- M. Antoine PELLETIER adjoint au chef du service de l'habitat et de la rénovation urbaine

Article 4

Subdélégation de signature est donnée aux agents suivants de l'unité départementale de l'hébergement et du logement des Hauts-de-Seine dans les matières et pour les actes relevant de leur domaine d'activité :

Bureau de la veille sociale et de l'urgence :

- Mme Anne BELLEE, cheffe de bureau

Bureau de l'hébergement et de l'insertion par le logement :

- Mme Delphine BUCHON, cheffe de bureau
- Mme Sylvia GACE référente « centre d'hébergement et d'insertion sociale »

Bureau de la programmation et planification

- Mme Amandine AL OBAIDI-ROUILLOT, cheffe de bureau
- Mme Audrey SABOUREAU, chargée du suivi administratif et technique

Bureau PDALPD-DALO :

- M. Elisa RICHON, chef de bureau et en cas d'empêchement :
- Mme Nadine HERVOIS, cheffe de section DALO

Bureau de l'accès au logement :

- Mme Sophie PAPIN-JAN, cheffe de bureau
- M. Jean SCHMIT, responsable adjoint à la cheffe du bureau

Bureau des rapports locatifs et de la prévention des expulsions :

- M. Joël BOGETTO chef du bureau et en cas d'absence ou d'empêchement :
- M. Aurélien BARBEY, pour la commission de coordination des actions de prévention des expulsions
- Mme Emerlie BRACONNOT, pour la commission de conciliation

Mission transversale au SHAL :

- Mme Yannick REGINA, Conseillère technique de service social, pour le tiers secteur, le DAHO, l'ASLHVL, l'ALT
- Mme Laëtitia ALBERT référente « logement adapté »

Bureau de la rénovation urbaine :

- M - Mme Anne-Laure JEANNEZ, cheffe de bureau et en cas d'absence ou d'empêchement :
- M-- Mme Sarah YOUSFI , adjoint à la cheffe du bureau.

Bureau de l'intervention sur l'habitat privé :

- M. Michel HAGNERE, chef de bureau et, en cas d'absence ou d'empêchement :
- Mme Cassandre L'HERMITE, adjointe au cheffe de bureau

Bureau du suivi des organismes HLM :

- M. Kuessi LOGOZO, chef de bureau
- M. Vélitéki CUSENIER, adjoint au chef de bureau

Bureau de l'observatoire et des politiques locales de l'habitat :

- sans objet

Article 5

Sont exclus de la subdélégation consentie aux articles 1 à 4 du présent arrêté :

- les conventions avec les collectivités territoriales, leurs groupements ou leurs établissements publics,
- les arrêtés relatifs à la composition des commissions administratives et sous-commissions spécialisées,
- les ordres de mission relatifs aux déplacements des fonctionnaires hors du territoire métropolitain,
- les déclinatoires de compétences en matière de conflits d'attributions et les arrêtés élevant les conflits d'attributions,
- les mémoires en défense présentés au fond, au nom de l'État, à l'occasion des recours formés devant les juridictions administratives nés de l'activité de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement d'Île-de-France, ainsi que dans les cas de procédure d'urgence prévus au livre V du code de justice administrative,
- les correspondances entrant dans le cadre de la négociation de contrats de projets,
- les correspondances de toute nature adressées aux cabinets du Président de la République et des membres du gouvernement,
- les correspondances adressées aux parlementaires, aux anciens ministres, aux membres du conseil régional d'Île-de-France, et aux membres du conseil départemental des Hauts-de-Seine, aux maires et aux présidents des associations de maires du département.

En outre copie des courriers adressés aux autres élus, des correspondances relatives au contrôle de légalité et des mémoires produits dans le cadre des procédures d'urgence susmentionnées, est adressée sans délais au préfet des Hauts-de-Seine.

Article 6

La précédente décision portant subdélégation de signature en matière administrative est abrogée.

Article 7

La présente décision est transmise au secrétaire général chargé de l'administration de l'État dans le département des Hauts-de-Seine et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hauts-de-Seine.

Fait à Paris, le **26 AVR. 2022**

La directrice régionale et interdépartementale
de l'hébergement et du logement d'Île-de-France



Isabelle ROUGIER

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

DU

PREFET DES HAUTS-DE-SEINE

ISSN 0985 - 5955

Pour toute correspondance, s'adresser à :

PREFET DES HAUTS-DE-SEINE

Direction de la Coordination des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial
Pôle de Coordination Interministérielle

167/177, Avenue Joliot Curie
92013 NANTERRE CEDEX

Le recueil des actes administratifs est consultable en ligne sur le site de la préfecture
adresse Internet :

<http://www.hauts-de-seine.gouv.fr/>

Directeur de la publication :

Laurent HOTTIAUX

PREFET DES HAUTS-DE-SEINE

11

PREFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE

167-177, avenue Joliot Curie 92013 NANTERRE Cedex

Courriel : courrier@hauts-de-seine.gouv.fr

Standard : 01.40.97.20.00 Télécopie 01.40.97.25.21

Adresse Internet : <http://www.hauts-de-seine.gouv.fr/>